



Paris, le 7 juillet 2009

Communiqué de presse

Deux agressions lesbophobes en 1 mois dans l'Essonne :

nos associations expriment leur inquiétude et demandent aux pouvoirs publics de s'engager

L'agression lesbophobe subie par un couple de femmes à Epinay-sous-Sénart (91) le jeudi 2 juillet dernier, et révélée par les médias aujourd'hui, n'est malheureusement pas un cas isolé.

En effet, à la suite d'une agression lesbophobe subie le 7 juin 2009 un autre couple de lesbiennes, habitant Bondoufle (91), contactait la Coordination Lesbienne en France (CLF) et le Collectif Contre l'Homophobie (CCH) qui prenaient l'affaire en mains.

Les faits ont débuté avec l'apposition sur le pare-brise du véhicule des victimes d'une feuille comportant les injures dactylographiées suivantes « putain de lesbienne tu pollues la rue » et « saleté de goudou ».

Les faits se sont malheureusement renouvelés, accompagnés d'actes de vandalisme contre le véhicule de l'une d'entre elles. Elles ont alors déposé plainte auprès de la gendarmerie de Bondoufle où un bon accueil leur a été réservé. Une enquête est en cours pour injures lesbophobes et pour dégradation ou détérioration volontaire du bien d'autrui.

Les plaintes déposées dans les agressions de Bondoufle et d'Epinay-sous-Sénart relèvent du Tribunal de Grande Instance d'Evry. Nos associations (Coordination Lesbienne en France et le Collectif Contre l'Homophobie) demandent à Monsieur Jean-François PASAL, Procureur de la République d'Evry de traiter ces affaires avec la diligence et la gravité requises.

En effet, la récurrence des agressions lesbophobes (dans l'Essonne et comme récemment à Segré dans le Maine-Loire) prouve bien qu'il ne s'agit ni de fait divers isolé, ni de banal conflit de voisinage.

C'est la raison pour laquelle nous appelons les pouvoirs publics (police, gendarmerie et justice) à traiter ces plaintes avec célérité et fermeté afin de mettre un terme à l'insupportable sentiment d'impunité dont pensent bénéficier les auteurs.

Nos associations saluent le courage des victimes qui ont osé porter plainte, ce qui a valu pour certaines d'entre elles des représailles ou des pressions les obligeant à quitter leur domicile (Segré et Epinay-sous-Sénart).

La lutte contre la lesbophobie ne peut plus se satisfaire de discours lénifiants, aussi nous appelons les politiques, qu'il s'agisse des Ministres de l'Intérieur et de la Justice ou qu'il s'agisse des élus/es locaux/ales, à prendre en considération par des actes cette discrimination spécifique que vivent les lesbiennes.

Contacts

Coordination Lesbienne en France (CLF) : clf.info@club-internet.fr ou 06 86 99 60 72

Collectif Contre l'Homophobie (CCH) : www.cch.asso.fr ou 06 89 81 36 90